

Marie-Christine Marghem

«Vingt ans qu'on cherche une alternative au socialisme»

LES PHRASES CLÉS

«En 1997, déjà, avec Gérard Deprez, en quittant le PSC, nous voulions une force alternative au socialisme.»

«Je m'étonne que M. Maingain et DéFI refusent cette alternative à d'autres niveaux de pouvoir.»

«Sur le nucléaire, la date de sortie est fixée et ne changera pas, mais Ecolo joue aux sèmeurs de panique à des fins électoralistes.»

INTERVIEW

MARTIN BUXANT

Ne chauffez pas Marie-Christine Marghem, elle y arrive très bien toute seule, merci pour elle. Et ce matin-là, vendredi, la cocotte-minute de la libérale siffle sévère: pensez donc, elle a mis 2h20 pour rejoindre la capitale au départ de sa bonne ville de Tournai. Alors, elle n'est pas en charge de la Mobilité, allô collègue François Bellot, mais elle a bien quelques idées sur la question... On a, évidemment, l'habitude d'entendre la ministre de l'Énergie sur son domaine de compétence, on sait qu'elle n'est pas femme à mâcher ses mots et ses passes d'armes avec son meilleur ennemi, l'Ecolo Nollet, sont au panthéon des accrochages parlementaires. Nous allons venir sur l'Énergie, amis lecteurs, pas de panique.

Mais chaque chose en son temps.

La semaine écoulée, il est vrai, a été marquée par l'annonce du départ à la retraite de la dame en rouge Laurette Onkelinx. Marghem embraye: «Laurette Onkelinx a compris qu'à un moment donné, le Parti socialiste arrivait au bout d'un certain chemin et qu'il fallait se ressourcer. Elle comprend qu'elle a fait tout ce chemin avec le PS mais qu'aujourd'hui, cette formation politique est à bout de souffle, qu'une crise énorme touche le PS, qu'il faut de nouveaux visages, de nouveaux engagements et des réformes si cette formation espère un jour rebondir, et elle estime qu'elle doit passer le relais à une nouvelle génération. Voilà ce qu'il en est.» On ne changera pas Marie-Christine Marghem: de l'assertivité coule dans ses veines.

Une décision courageuse, donc, de la part de Laurette Onkelinx? «Une décision très nette. Je dis que sur les plans moral, psychologique et intellectuel, c'est très net.»

Au vrai, on ne va pas se mentir, Marie-Christine Marghem n'a jamais réellement porté les socialistes dans son cœur. «Moi, raconte-t-elle, j'avais 14 ans que mon père, un indépendant, me disait déjà: 'Si ça continue comme cela, les socialistes vont faire sécher la Wallonie sur pied.' C'était déjà vrai à l'époque des 'trois Guy' et c'est resté vrai jusqu'à maintenant.»

«Nous sommes partis»

Souvenirs, souvenirs. «Je suis entrée en politique au PSC, c'est là que se trouvent mes racines, j'y ai fait mes classes, j'ai travaillé à plusieurs endroits dans le parti. Et quand, en 1997, Gérard Deprez a voulu avancer vers une force alternative à la toute-puissance socialiste en rapprochant le PSC du PRL, j'étais parfaitement en accord avec lui. Mais nous nous sommes rapidement heurtés à la gauche du PSC qui, un peu comme aujourd'hui, a dit qu'en prônant ce mouvement, on s'excluait du PSC.»

Deprez, Marghem et quelques autres prennent donc la tangente et quittent le PSC. «Nous avons choisi de partir et de fonder le MCC, parce que nous voulions autre chose que le socialisme comme perspective pour les francophones. Nous avons donc tenté l'aventure et nous nous sommes embarqués avec le PRL et le FDF et plus tard est né le MR. On voulait rassembler au centre et au centre-droit, ne pas laisser le champ libre éternellement au PS et à son ultradominance, c'était vraiment cela, le sens de notre démarche. Apporter une alternative possible.» Pari manqué puisqu'aucune coalition où les libéraux grimperont ne sera bâtie sans les socialistes? Jusqu'à ce 19 juin 2017, donc.

C'est presque un sourire qui se dessine sur son visage. «Vous pensez bien que quand vingt ans plus tard, Benoît Lutgen propose de faire ce que nous essayons de faire depuis 1997, à savoir écarter le Parti socialiste du pouvoir, Gérard Deprez et moi, nous sommes heureux.»

C'est une idée fixe de la part de certains chrétiens et libéraux de terrasser le dragon socialiste. «L'idée de Gérard Deprez, c'était de rassembler, de dire 'on a un projet, on va rassembler au-delà d'un parti des gens du centre et de la droite'. C'était une manière de formuler une alternative à la force socialiste.»

Elle marque une courte pause et poursuit: «Je ne comprends pas que d'autres à d'autres niveaux de pouvoir aujourd'hui ne fassent pas le

même raisonnement. Je ne comprends pas comment d'autres ne perçoivent pas la chance historique de formuler une alternative, de montrer ce qu'on a dans nos programmes et dans nos vœux, de réformer et d'ouvrir les fenêtres, à l'image de ce que nous faisons au gouvernement fédéral. Pourquoi n'a-t-on pas pu le faire encore à d'autres niveaux de pouvoir?»

Parce que, notamment, vous êtes tombé sur un os appelé Olivier Maingain, lui oppose-t-on. On évoque le patron de DéFI et Marie-Christine Marghem ne sourit plus du tout. «Oui, je trouve les choix qu'ils posent assez étonnants. Que je sache, DéFI, ce n'est pas l'extrême gauche ni la gauche? Ou alors j'ai manqué une série d'épisodes. D'abord, un rassemblement de centre-droit, quand même, ce n'est pas quelque chose de si absurde que cela pour DéFI? Pourquoi continue-t-il à se scotcher à des gens qui duivent se réformer dans l'opposition? Olivier Maingain pense-t-il que ses électeurs sont de gauche?»

Nollet, le meilleur ennemi

Si le PS a un genou à terre, voilà désormais les libéraux et leurs acolytes du cdH face à une gauche radicalisée - le PTB. Est-ce un

mieux? Alors qu'ils pouvaient s'accommoder et vivre ensemble, libéraux et socialistes, on imagine mal les mêmes libéraux s'allier aux communistes du PTB, le communisme, c'est à la gauche du socialisme.

Elle réfléchit. «On verra. Je ne crois de toute façon pas à un PTB qui monterait au pouvoir», dit celle qui quelques minutes plutôt racontait comment une section du PTB s'était constituée dans sa ville de Tournai. «On verra, mais le PTB répète qu'il ne veut pas entrer dans l'exercice du pouvoir, le PTB veut rester la mouche du coche, c'est très bien. Maintenant, étant donné la situation politique, le PTB va probablement monter et capitaliser sur le vote rejet. Mais croyez-moi, ils ne veulent pas du pouvoir. Ils comptent sur ce vote des gens qui en ont marre de la classe politique sans nécessairement adhérer à leur programme. Moi, je ne crois absolument pas que les Belges soient subitement devenus des communistes.»

Allez, on va quand même dire un mot de l'Énergie - sa compétence. Elle explique mettre les bouchées doubles pour arriver en octobre avec une première version du pacte énergétique entre les différents de niveaux de pouvoir - un pacte qui doit fixer le cap pour les années 2030-2050.

«On veut davantage d'énergie renouvelable et on veut davantage de sécurité d'approvisionnement. Ce sont deux des grandes lignes directrices que nous suivons», dit-elle, assurant que la concertation avec les Régions est vraiment bonne.